

Etienne LAGACHE
Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale des Hauts-de-France
16 rue Pierre Loti 59290 WASQUEHAL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS CLOS LE 30/04/2026

A l'assemblée générale de l'association **LIGUE REGIONALE HAUTS-DE-FRANCE DE BASKET-BALL**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} mai 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de réglementation comptable.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice qui comprennent :

- L'analyse des « faits caractéristiques » de l'exercice tels qu'exposés dans l'annexe comptable ;
- L'analyse des ressources issues des licences ;
- L'analyse des subventions tel qu'il figure dans la partie « complément d'informations » de l'annexe comptable ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

L'association a reçu au titre de cet exercice la somme de 78 976 € au titre de subventions publiques de fonctionnement et 15 000 € au titre de subventions publiques d'investissements. Nous nous sommes assurés de la réalité des montants restant à encaisser sur ces subventions et la bonne comptabilisation de celles-ci.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à 59-WASQUEHAL, le 8 juin 2026.

Etienne LAGACHE
Commissaire aux comptes,



Bilan actif

LR HAUTS DE FRANCE

Etats de synthèse au 30/04/2026

	Brut	Amortissements Provisions	Net au 30/04/26	Net au 30/04/25
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	13 887,67		13 887,67	13 887,67
Constructions	1 246 802,56	376 313,97	870 488,59	543 061,36
Installations techniques, matériel et outillage	69 040,49	52 120,98	16 919,51	36 297,98
Autres immobilisations corporelles	226 689,95	159 411,81	67 278,14	18 909,28
Immob. en cours / Avances et acomptes	3 531,00		3 531,00	7 312,08
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	2 000,00		2 000,00	2 000,00
Autres immobilisations financières	613,50		613,50	613,50
ACTIF IMMOBILISE	1 562 565,17	587 846,76	974 718,41	622 081,87
Stocks				
Marchandises	5 729,24		5 729,24	1 019,20
Avances et acomptes versés sur commandes	3 184,50		3 184,50	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	164 683,52		164 683,52	72 462,50
Autres créances	479 313,39		479 313,39	540 427,60
Divers				
Valeurs mobilières de placement	1 317 570,52		1 317 570,52	917 158,95
Disponibilités	523 386,56		523 386,56	1 056 531,83
Charges constatées d'avance	118 367,46		118 367,46	124 925,56
ACTIF CIRCULANT	2 612 235,19		2 612 235,19	2 712 525,64
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	4 174 800,36	587 846,76	3 586 953,60	3 334 607,51

Bilan passif

LR HAUTS DE FRANCE

Etats de synthèse au 30/04/2026

	Net au 30/04/26	Net au 30/04/25
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	254 720,41	254 720,41
Report à nouveau	2 092 869,54	1 531 091,77
RESULTAT DE L'EXERCICE	381 581,27	561 777,77
Subventions d'investissement	236 125,00	238 770,68
FONDS PROPRES	2 965 296,22	2 586 360,63
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	11 318,98	11 318,98
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11 318,98	11 318,98
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	300 129,17	392 904,85
Dettes fiscales et sociales	142 906,58	161 261,97
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 860,09	
Autres dettes	127 363,89	149 154,41
Produits constatés d'avance	30 078,67	33 606,67
DETTES	610 338,40	736 927,90
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	3 586 953,60	3 334 607,51

Compte de résultat

LR HAUTS DE France

	du 01/05/25 au 30/04/26	Pourcent	du 01/05/24 au 30/04/25	Pourcent
Ventes de marchandises	13 835,97	0,43	12 831,70	0,40
Prestations de services	3 116 374,46	96,03	3 008 097,61	94,69
Produits des activités annexes	114 877,85	3,54	156 008,64	4,91
Subventions d'exploitation	96 621,68	2,98	193 174,59	6,08
Reprises et Transferts de charge			210 160,85	6,62
Autres produits	151 171,85	4,67	8 962,00	0,28
Collectes	750,00	0,02	5 525,00	0,17
Produit Cession Immobilisation	17 000,00	0,52		
Produits d'exploitation	3 510 631,81	108,19	3 594 760,39	113,15
Achats de marchandises	11 801,20	0,36	5 266,80	0,17
Variation de stock de marchandises	-5 729,24	-0,18	878,75	0,03
Autres achats non stockés	1 602 703,23	49,39	1 553 081,99	48,89
Charges externes	545 832,46	16,82	581 605,97	18,31
Impôts et taxes	61 404,88	1,89	42 497,61	1,34
Salaires et Traitements	647 851,84	19,96	647 423,36	20,38
Charges sociales	231 123,96	7,12	196 634,65	6,19
Amortissements et provisions	71 499,39	2,20	61 296,30	1,93
Autres charges	285,93	0,01		
Charges d'exploitation	3 166 773,65	97,59	3 088 685,43	97,22
RESULTAT D'EXPLOITATION	343 858,16	10,60	506 074,96	15,93
Produits financiers	37 723,11	1,16	36 831,94	1,16
Résultat financier	37 723,11	1,16	36 831,94	1,16
RESULTAT COURANT	381 581,27	11,76	542 906,90	17,09
Produits exceptionnels			31 597,00	0,99
Charges exceptionnelles			12 726,13	0,40
Résultat exceptionnel			18 870,87	0,59
EXCEDENT OU PERTE	381 581,27	11,76	561 777,77	17,68

**Association LIGUE REGIONALE HAUTS-DE-FRANCE DE
BASKET BALL**

**30 rue Albert Herman
59133 PHALEMPIN**

ANNEXE COMPTABLE

EXERCICE DU 01/05/2025 AU 30/04/2026

Les comptes ont été arrêtés par le Comité Directeur le 2 juin 2026

Description de l'activité

Objet Social, nature et périmètre des activités réalisées, moyen mis en œuvre :

La ligue hauts-de-France de basket-ball assure la gestion du basket-ball sur le Territoire régional.

Il a plus particulièrement pour objet :

- d'organiser, de développer et de contrôler l'enseignement et la pratique du basket-ball, sous toutes ses formes dans le Territoire ;
- de délivrer les titres régionaux et procéder aux sélections régionales ;
- de procéder à la délivrance des licences dans le Territoire ;
- de mettre en œuvre le projet de formation fédéral ;
- d'entretenir toutes relations utiles avec la FFBB, les autres Ligues, les Districts, les groupements qui sont ou seront affiliés à la FFBB, les pouvoirs publics et le mouvement sportif ;
- de défendre les intérêts moraux et matériels du basket-ball dans le Territoire ;
- et plus généralement, de prendre toute participation conforme à son objet statutaire.

La ligue exerce son activité par tous moyens de nature à lui permettre de développer la pratique de basket-ball et d'encourager les clubs qui y contribuent, notamment par l'organisation d'épreuves dont elle fixe les modalités et les règlements.

La ligue, en tant qu'organe déconcentré de la FFBB chargé d'une mission de service public déléguée par l'Etat, défend les valeurs fondamentales de la République française.

Exercice du 01/05/2025 au 30/04/2026

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 586 954 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des produits d'exploitation

est de 3 510 631 €, le total des produits financiers est de 37 723 € et le total des charges d'exploitation est de 3 166 774 € dégageant ainsi un bénéfice de 381 581 €.

Les fonds propres s'élèvent à 2 583 715 € avant résultat de l'année, soit 2 965 296 € après résultat.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/05/2025 au 30/04/2026. Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice

(Code du Commerce Art. R 123-196 3°)

L'exercice a été marqué par une légère baisse du nombre de licenciés au niveau régional, ainsi que par une baisse de certains tarifs de la part de la ligue des licences, par rapport à la saison précédente.

L'association a poursuivi ses activités de formations, notamment au BPGEPS mention basket au cours de l'exercice à destination d'apprentis au sein de trois centres désormais (Phalempin, Calais et Saint-Quentin).

Ces éléments ont contribué à une stabilisation des ressources liées aux licences et une hausse des ressources issues des activités de formation.

Au cours de l'exercice, les travaux d'agrandissement du siège ont été finalisés avec une déclaration d'achèvement des travaux officielle au 5 avril 2026. Le budget total s'est élevé 692 800 euros (contre 621k estimés) et a été financé par moitié par le comité et par moitié par la ligue HDF. Le financement a été assuré par les fonds propres de l'association.

Pour mémoire, dans le litige qui l'opposé à la société Hewlett-Packard, par arrêt en date du 9 janvier 2025, la cour d'appel a débouté les appelants de leur demande et a condamné la société Hewlett-Packard à verser 90 k€ à la ligue Hauts-de-France, en contrepartie de la restitution du matériel concerné. Aucun produit n'avait été constaté au cours de précédent exercice compte tenu des difficultés liées à l'exécution de la décision (société à l'étranger) et du fait que la ligue ne dispose pas et n'a jamais disposé du matériel devant être restitué. Cependant, la ligue a perçu au cours de cet exercice un montant de 75 050 euros dument comptabilisé en produit d'exploitation. Aucun produit à recevoir n'a été passé pour le solde compte tenu des échanges avec notre avocat.

Règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2015/06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

En outre, l'association applique le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable à compter du 1er janvier 2021, modifié par le règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/05/2025, la société applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice.

Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste « Immobilisations en cours, avances et acomptes » ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

- Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel :

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

- Suppression de la technique de transferts de charges. Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
 - Soit imputées en diminution des charges concernées ;
 - Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.
- Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission :
Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Complément d'informations relatif au bilan

Afin de nous aider à financer certains investissements en matériel (véhicule), nous avons reçu une subvention d'investissement de 15 000 euros au cours de l'exercice portant ainsi le total des subventions d'investissement reçues à 441 300 €.

La quote-part de subventions virée au compte de résultat au titre de l'exercice est de 17 646 €.

Des subventions ont fini d'être virées au résultat et ont donc été annulées pour un montant de 6 300 €

L'association reçoit également des subventions de fonctionnement pour un montant total de 78 976 € répartis par financeur comme suit :

- Région : 50 700 €
- ANS : 28 276 €

Elle a également reçu des aides fédérales pour un montant de 63 741 €.

Tableau de variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-	0 €	0 €

Evaluation des engagements de fin de carrière

L'association n'a pas pu procéder à cette évaluation mais compte tenu de l'âge moyen de nos salariés, nous estimons que son montant est marginal. Seule la provision existante sur la ligue Picardie au jour de la fusion est maintenue pour un montant de 11 319 €.

Détail des immobilisations

Les immobilisations sont toutes évaluées au coût historique. Au cours de l'exercice, le montant des acquisitions net de cessions s'est élevé à 381 439 € comprenant les travaux d'agrandissement du siège.

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations à la fin de l'exercice :

Immobilisations	Valeur N	Valeur N-1	Variation
Terrain du siège	13 888 €	13 888 €	-
Bâtiment siège (dt en-cours)	1 220 673 €	874 273 €	+346 400
Installations – agencement	26 129 €	12 562 €	+ 13 567
Matériel et outillage	69 040 €	74 366 €	- 5326
Matériel de transport	132 343 €	98 975 €	+ 33 368
Matériel bureau et informatique	71 491 €	74 251 €	- 2 760
Mobilier	22 856 €	23 885 €	- 1 029
Avances et acomptes	3 531 €	7 312 €	- 3 781
Participations	2 000 €	2 000 €	-
Dépôt et cautions	614 €	614 €	-
TOTAL	1 562 565 €	1 182 126 €	+ 381 439

Evaluation des amortissements

(Code du Commerce Art. R 123-196 2°)

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Honoraires du commissaire aux comptes

Au cours de l'exercice, les honoraires versés au commissaire aux comptes se sont élevés à 3 900 €.

Engagements financiers et autres informations

Locations financières

Nature	Téléphonie Siemens (50% total payé car commun avec la ligue) 07/2020	Photocopieur Xerox 01/2022	Défibrillateur (50% total payé car commun avec la ligue)	Photocopieur Xerox Wattignies 01/2023	Photocopieur Xerox Amiens 01/2023
Valeur totale de la location	-	-	-		
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs	15 900.37 €	28 001.28 €	5 088 €	6 392 €	6 292 €
- exercice	3 130.46 €	15 724.52 €	827.58 €	2 558.21 €	2 558.21 €
Redevances restant à payer					
- à un an au plus	0 €	11 795.01 €	0 €	2 594.48 €	2 594.48 €
- entre 1 et 5 ans	0 €	0 €	0 €	2 594.48 €	2 594.48 €
- à plus de 5 ans	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Contributions volontaires

L'association estime que les contributions volontaires dont elle bénéficie ne sont pas significatives car les bénévoles œuvrent majoritairement pour les clubs et non directement pour la ligue.

Filiales

Au cours de l'exercice 2023-2025, l'association a pris une participation dans la SCIC SAS - CFA SPORT ANIMATION TOURISME NORMANDIE en qualité d'antenne pédagogique pour un montant de 2 000 € correspond à 40 actions.

Stocks

Les stocks ont été évalués au prix d'achat.

Provision pour risques et charges

Au 30 avril 2026, les provisions suivantes sont comptabilisées :

Engagement de fin de carrière	11 319 €
Litige photocopieurs	0 €

La provision pour engagement de fin de carrière est issue de la fusion avec la ligue de Picardie et n'a pas fait l'objet d'une réévaluation depuis lors.

Etienne LAGACHE

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale Des Hauts-de-France

16 Rue Pierre Loti

59290 WASQUEHAL

Tél. : 03 20 05 89 00

**RAPPORT SPÉCIAL DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
DE L'ASSOCIATION LIGUE
REGIONALE HAUTS-DE-FRANCE DE BASKET-BALL
EXERCICE CLOS
LE 30 AVRIL 2026**

Etienne LAGACHE

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale Des Hauts-de-France

16 Rue Pierre Loti

59290 WASQUEHAL

Tél. : 03 20 05 89 00

LIGUE REGIONALE HAUTS-DE-FRANCE
DE BASKET-BALL
30 RUE ALBERT HERMANT 59133 PHALEMPIN

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, en vertu de l'article L. 612-5 du Code de Commerce, reproduit ci-après, je dois vous présenter un rapport sur les conventions réglementées.

Il ne m'appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont j'ai été avisé, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé.

Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Je vous informe qu'il ne m'a pas été donné avis de conclusion de convention.

J'ai effectué mes travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

.../

02

Etienne LAGACHE

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale Des Hauts-de-France

16 Rue Pierre Loti

59290 WASQUEHAL

Tél. : 03 20 05 89 00

/...

Article L. 625-12 du Code de Commerce qui dispose que "*Le représentant légal ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes d'une personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique ou d'une association visée à l'article L. 612-4 présente à l'organe délibérant ou, en l'absence d'organe délibérant, joint aux documents communiqués aux adhérents un rapport sur les conventions passées directement ou par personne interposée entre la personne morale et l'un de ses administrateurs ou l'une des personnes assurant un rôle de mandataire social (...)*".

Fait sur deux pages,

À 59-Wasquehal, le 8 juin 2026.

Etienne LAGACHE,
Commissaire aux comptes,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'E. LAGACHE', with a long horizontal stroke extending to the right.

